



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Inondations en Gironde

Question au Gouvernement n° 1313

### Texte de la question

#### INONDATIONS EN GIRONDE

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Edwige Diaz.

**Mme Edwige Diaz** . Ma question s'adresse à Mme la ministre de la transition écologique.

« Il va y avoir, certainement, une recrue d'ici mercredi ou jeudi. On pense que la pire journée risque d'être jeudi. Voilà, c'est tout ce que je peux vous dire à ce stade. On ne peut pas être plus précis que ça. » Ces mots, madame la ministre, ce sont ceux que je vous ai entendu prononcer hier à Cadillac, devant des habitants désemparés, des services de l'État surmenés et des élus locaux délaissés. Après le passage de la tempête Nils, qui est à l'origine de la fermeture de dizaines de routes et qui a privé d'électricité et de téléphone plus de 100 000 Girondins, on ne s'attendait pas à un tel flot de banalités.

Votre visite, annoncée deux heures avant, a suscité l'étonnement, car il aurait été plus approprié de recevoir celle d'un ministre de l'aménagement du territoire ou de la ruralité. Vos propos sont consternants. Vous avez en effet accusé les députés d'avoir refusé l'augmentation de la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations alors qu'avec le 49.3, le gouvernement fait ce qu'il veut. Vous avez aussi contrarié les élus locaux auxquels vous avez illégitimement renvoyé la responsabilité de la situation. Bref, votre visite a déçu tout le monde.

Il y avait pourtant des choses pertinentes à dire. Que pense le gouvernement de l'enfouissement du réseau électrique, du dragage des cours d'eau, des bassins de rétention, des moyens accordés aux pompiers et aux municipalités et, surtout, du transfert de compétences de gestion des digues aux communautés de communes, qui place les maires hors la loi quand ils en sont réduits à les entretenir et à les financer ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature.

**Mme Monique Barbut**, *ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature* . Hier, je suis allée témoigner de ma compassion aux habitants du sud de la Gironde. Peut-être cela vous importe-t-il peu, mais j'ai fait ce déplacement aussi à la demande du maire de Cadillac. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) J'ai été interrogée sur différents sujets liés à l'entretien des digues et à la responsabilité de l'État et des collectivités locales dans ce domaine. Je le rappelle, cet entretien est à la charge des collectivités locales. Toutefois, comme je l'ai aussi souligné hier,...

**M. Sébastien Chenu** . C'est nul !

**Mme Monique Barbut**, *ministre* . ...l'État prend sa part dans les financements nécessaires à l'adaptation au

changement climatique, à travers le fonds Barnier, les Papi et d'autres actions que nous menons en soutien des collectivités locales.

**Mme Danielle Brulebois** . Les CPER !

**M. Sébastien Chenu** . Ce n'est pas possible !

**Mme Monique Barbut**, *ministre* . Enfin, pour l'essentiel, les inondations à répétition que nous vivons sont liées au réchauffement climatique. (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

**M. Julien Odoul** . Il a bon dos, le réchauffement climatique !

**Mme Monique Barbut**, *ministre* . Avec les politiques que nous menons, notamment en matière énergétique, nous tentons d'amoindrir les effets du réchauffement climatique.

**M. Hervé de Lépinau** . Ce n'est pas ce que demandent les habitants !

**M. Sébastien Chenu** . Quelle nullité !

**Mme Monique Barbut**, *ministre* . Si nous faisons la promotion de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables, c'est pour éviter des catastrophes supplémentaires. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

**M. Julien Odoul** . C'est désespérant !

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Edwige Diaz.

**Mme Edwige Diaz** . Je ne vous ai pas entendu dire ça hier, mais c'est sans doute parce que vous n'aviez pas vos fiches ! Hier, on nous a annoncé une ministre, nous avons eu une touriste.

**M. Erwan Balanant** . Nous parlions de la violence verbale : la voilà !

**M. Julien Odoul** . Mais non !

**Mme Edwige Diaz** . Aujourd'hui, j'interroge la ministre de la transition écologique et j'ai une réponse de la ministre du commentaire.

**M. Erwan Balanant** . C'est ça, la violence verbale !

**M. Julien Odoul** . Ne la ramène pas !

**Mme Edwige Diaz** . Notre quotidien régional *Sud Ouest* a été bien inspiré de titrer au sujet de votre venue : « La visite ministérielle ne règle rien ». Vous nous confirmez que l'État se désengage des dispositifs de protection de la population, des biens et des terres agricoles. Franchement, quel naufrage ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Edwige Diaz](#)

**Circonscription** : Gironde (11<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1313

**Rubrique** : Catastrophes naturelles

**Ministère interrogé** : Transition écologique, biodiversité et négociations internationales

**Ministère attributaire** : Transition écologique, biodiversité et négociations internationales

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 18 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 février 2026